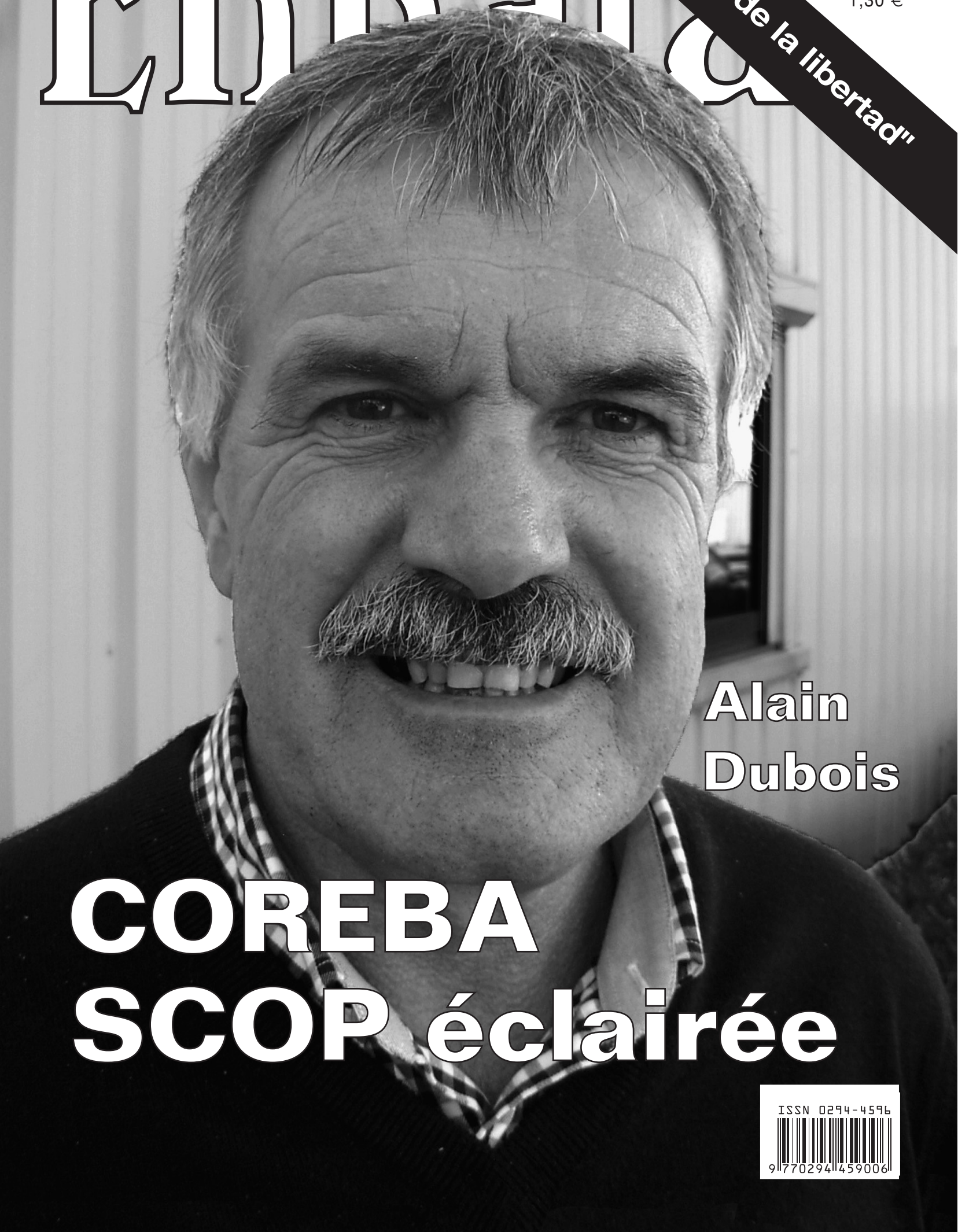


Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
2 février 2012
n° 2214
1,30 €

"El precio de la libertad"



**Alain
Dubois**

**COREBA
SCOP éclairée**

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



La nostalgie du bon vieux temps

LA semaine passée a, une fois encore, mis le sort des presos au cœur de l'actualité. Et ceci, simultanément des deux côtés de la frontière. Il est tout de même à souligner que les responsables politiques s'expriment plus fréquemment à ce sujet depuis le 20 octobre dernier, jour où ETA renonçait à la lutte armée. Difficile de ne pas y voir un lien... Difficile de nier que le contexte politique qui en découle est étranger à ces déclarations. Qui peut donc, dans de telles conditions, affirmer le fait que les presos sont de simples détenus de droit commun, et non pas des prisonniers politiques? Les discours actuels sont la preuve éclatante qu'aux yeux de tous maintenant, il existe un conflit de nature politique en Pays Basque.

Ceci étant dit, les déclarations de Jorge Fernandez Diaz, ministre de l'Intérieur du gouvernement Rajoy sont pour le moins inquiétantes. Réitérant sa détermination à n'examiner le cas des prisonniers qu'une fois ETA disparu, refusant toute mesure collective dont l'amnistie, prétextant l'arrestation de trois ETA-kide pour expliquer que l'organisation est en train de reconstituer sa logistique, il ne laisse pas penser, qu'officiellement du moins, le PP soit disposé à bouger d'un iota. Démagogie, irresponsabilité, négation des réalités, lui ont répondu les jours suivants de nombreux et très divers observateurs.

Car le gouvernement espagnol n'est plus le seul interlocuteur de l'organisation armée. Depuis 2010, le conflit s'est dégagé de l'arène ibérique et interpelle la communauté internationale. La commission d'experts qui a vu le jour sous l'impulsion de Brian Currin ne peut pas être suspectée de sympathies pro-ETA. C'est elle qui, jeudi, a confirmé s'être réunie avec les clandestins et avoir obtenu la certitude que leur décision était irréversible. À cette annonce s'est ajoutée celle du conseiller de l'Intérieur du gouvernement d'Euskadi, Rodolfo Ares, qui affirme qu'ETA tient parole et que ses services ont les moyens de s'en assurer. Qu'essaie donc de vendre le gouvernement PP aux Espagnols?

D'autant que, malgré les franches accolades entre Sarko et Rajoy, des députés UMP ont fait passer mardi dernier, à une large majorité et malgré l'abstention des communistes, une proposition de loi stipulant que les prisonniers condamnés accompliront leur peine dans la prison la plus proche de leur domicile. Proposition portée par le député UMP corse Sauveur Gandolfi-Sheit après deux ans de tractations en commissions (où le Front de Gauche encore, par son abstention, a édulcoré certaines dispositions). À la tribune du Palais Bourbon, l'intervention du député-maire de Bayonne Jean Grenet est à saluer. Soutenant le texte, il parle sans détours du rapprochement des prisonniers basques, évoquant les droits de l'Homme et «*un geste d'apaisement qui facilitera la transition*» vers la paix, soulignant la double peine pour les familles et profitant de l'occasion pour interpellier la justice française sur le cas de la militante Aurore Martin, affirmant que l'institution «*s'honorerait à mettre un terme définitif aux procédures d'extradition qui n'ont plus lieu d'être*». Du jamais vu!

À Gasteiz, Patxi Lopez fait écho à cette initiative, appelant à son tour de ses vœux le rapprochement des prisonniers basques en Espagne. Ainsi le PP au pouvoir est isolé, seul à ne pas avoir pris la mesure de la situation nouvelle dans laquelle se trouve le Pays Basque. Bien plus que les abertzale, il est nostalgique de cette époque où, sous prétexte de «*lucha contra el terrorismo de la banda ETA*», les dirigeants espagnols pouvaient tout se permettre, emprisonnant à tour de bras, torturant sans vergogne, faisant voter des lois d'exception, le tout avec la bénédiction de l'Union Européenne... Coup de spleen pour les leaders du PP à peine arrivés au pouvoir. Ils essaient misérablement, comme au bon vieux temps, de détourner l'attention des Espagnols sur leur incapacité à résoudre une crise dont leur prédécesseur Aznar est grandement responsable, en utilisant le problème basque. La recette ne fonctionnera plus bien longtemps car, ni bombes ni pistolets ne claqueront plus en Pays Basque.

Eskoziako beroa

“**H**AIZEA dator Iparraldetik” kantatzen zuen Xabier Letek. Iparraldetik haize hotza heldu zaigu egun hauetan Euskal Herrira. Negurik gabe ez baita udaberririk, hotz berankor hori onartu beharko dugu. Zorionez, iparraldetik ez datorkigu haize hotza bakarrik, Eskozia aldetik berotasun zerbait sentitzen ari baikara azken aste hauetan. Independentziari buruzko erreferendumaz dute solasa alde hartan. Han ez da leherketarik entzun azken hamarkadetan, ez da zalaparta handirik aditu, ez dute bakerik negoziatu Londresko gobernuarekin, mugimendu baketsua izan baita. Tentsio armaturik gabe independentzia eskura izateko heinean daudela suma dezakegu. Besterik da ea erreferenduma egiten dutenean, emaitza zein izanen den. Baina Euskal Herrian aspaldian amesten dugun egoera bizitzen ari dira orain Eskozian.

Ipar Irlandako prozesuak animaturik abiatu zen Lizarragaraziko trenan. Oraingo prozesuan Eskoziakoak ez du eragin handirik izan, itxura guztien arabera, baina hangoak aitzina egin ahala, Euskal Herrian oihartzun zabala izanen

du eta eragina ere bai. Baina aspaldi ikusia dugu Espainia ez dela Erresuma Batua. Sinn Fein legez kanpo utzi eta Gerry Adams preso sartu ez zuten bezala, Eskoziako erreferenduma mahai gainean dago. Espainiak ezker abertzalea legez kanporatu, Arnaldo Otegi (oraino ere) preso atxikitzen duela ikusirik, zer espero daiteke erreferendumaren harira?

Funtsean, Espainiako Gobernuak berak jakinarazia du Eskoziako erreferendumaren kontra jazarriko dela. Eskoziak edo Erresuma Batuaz kezka daukalako? Nor ausartzen da beste herrialde bateko afera politikoetan sudurra sartzen? Bere eremuaz kanpotik aholku eta esku sartzerik onartzen ez duen esatatu hori ber-bera: Espainia! Argi da zergatik: badakielako Eskozian gerta daitekeenak ondorio zuzenak izan ditzakeela Katalunian eta Hego Euskal Herrian.

Garai interesgarriak heldu dira ondoko urte eta hamarkadetan. Pazientzia behar da, luze joanen da; baina bide berri horretatik segitzea itxaropen iturri baizik ez da izanen.



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

L'Écosse en trois dates : 1314, 1707 et... 2014 ?

● David Lannes

EN 1314, Robert the Bruce remportait la bataille de Bannockburn contre les troupes du roi anglais Edward II, offrant ainsi à l'Écosse une victoire décisive dans la «*première guerre d'indépendance*». En 1707, les «*Actes d'Union*» des Parlements d'Angleterre et d'Écosse entraient en vigueur et le royaume de Grande Bretagne voyait le jour. Trois siècles plus tard, en 2014, les Écossais auront l'occasion de poser à ce puissant royaume le plus important défi constitutionnel de son histoire en répondant simplement à la question qui leur sera posée par référendum: «*Etes-vous d'accord avec le fait que l'Écosse devrait être un pays indépendant*»?

Le chemin parcouru en 15 ans par les Écossais sur la route de l'indépendance est impressionnant. En 1997, ils acceptaient par referendum le projet de «*dévolution*» que le tout fraîchement élu Tony Blair leur proposait. En vertu de cet accord, le Parlement d'Écosse se réunit en 1999, pour la première fois depuis 1707. Deuxième force politique lors des élections autonomes de 1999 et de 2003, le SNP (Scottish Nationalist Party, indépendantiste de centre gauche) arriva en tête en 2007, puis remporta la majorité absolue en mai 2011 sous la houlette de son dirigeant Alex Salmond. Conformément à ses promesses électorales, ce dernier annonçait en octobre qu'il comptait organiser un referendum comportant deux questions: «*une question directe sur le oui ou le non à l'indépendance*» et une deuxième proposant une plus grande autonomie (une option baptisée «*dévolution maximale*»).

Dévolution maximale

De manière un peu inattendue, le premier ministre britannique, David Cameron, a choisi de relever le défi lancé par Alex Salmond en déclarant en janvier qu'en l'état actuel des choses un tel referendum ne pouvait être que consultatif mais qu'il était prêt à amender la loi pour qu'il devienne contraignant. Cette concession surprenante se double bien sûr de plusieurs exigences (qualifiées «*d'interférences thatchériennes*» par le SNP): le referendum doit se tenir dans les 18 mois —et donc avant 2014— et son libellé doit être avalisé par la Commission électorale britannique. David Cameron refuse en particulier que l'option de la «*dévolution maximale*» soit proposée au vote.

En ce qui concerne la date, l'objectif du premier ministre britannique est de priver le SNP de la publicité que pourraient lui faire les cérémonies du 700^{ème} anniversaire de la bataille de Bannockburn. Mais le point le plus important est la formulation de la question. Les sondages montrent que seul un tiers environ de la population écossaise souhaite l'indépendance totale alors que la «*dévolution maximale*» est soutenue par plus des deux tiers. En excluant cette option du referendum, David Cameron espère donc infliger un échec électoral au SNP. C'est un pari doublement risqué. Tout d'abord, parce qu'il est loin d'être gagné. Il est tout à fait envisageable en effet qu'une partie des partisans de la «*dévolution maximale*» se rabatte sur un vote en faveur de l'indépendance s'ils n'ont pas l'opportunité de voter selon leur souhait. Mais même si l'option unioniste l'emporte, le SNP ne se retrouvera pas pour autant en position délicate. Alex Salmond aura en effet beau jeu de dire que



Londres a interdit aux Écossais de voter pour la formule qui semble la plus populaire. Il pourra alors revendiquer cette «*dévolution maximale*» et présenter son obtention —qui semble inéluctable— comme une victoire politique.

Cessez de subventionner «la république populaire d'Écosse»

Si la «*dévolution maximale*» semble à terme si probable, c'est qu'elle est non seulement populaire en Écosse, mais aussi en Angleterre où 80% de la population la plébiscite. Ce soutien s'explique par le fait qu'un nombre croissant d'Anglais estime payer pour la politique sociale démocrate du gouvernement écossais: 45% pensent que l'Écosse touche plus que sa part des dépenses publiques de l'Union (c'est deux fois plus qu'en 2000). Accorder à Edinbourg une totale autonomie fiscale serait donc à leurs yeux un moyen de cesser de subventionner «*la république populaire d'Écosse*», pour reprendre les termes d'un député conservateur. Le débat sur l'indépendance réveille parallèlement un vieux serpent de mer de l'Union, la question de «*West Lothian*», qui peut se formuler ainsi: pourquoi les députés écossais (ou gallois, ou irlandais) ont-ils le même droit de vote au parlement de Westminster alors que leurs parlements nationaux ont maintenant de vastes compétences qui échappent complètement au contrôle des députés anglais? Des mesures impopulaires (sur le système de santé par exemple) ont ainsi été adoptées en Angleterre grâce au vote de certains députés écossais, alors même que ces mesures étaient refusées à Edinbourg.

Tous les partis doivent désormais prendre en compte que 79% des Anglais souhaitent que les députés écossais ne puissent pas voter pour des lois anglaises. Alex Salmond l'a en tout cas bien compris qui explique qu'avec l'indépendance «*il n'y aura plus de députés écossais pour s'immiscer dans des affaires anglaises au Parlement*». Cette perspective terrorise le Parti travailliste qui ne voit pas comment il pourrait l'emporter sans l'appui des dizaines de députés travaillistes écossais. Salmond leur promet qu'une «*Écosse indépendante peut être un phare pour les opinions progressistes au sud de la frontière et au-delà*», et que cela serait «*une contribution écossaise bien plus positive et pratique que d'envoyer à Westminster un tribut de députés travaillistes*». A en juger par l'état actuel des troupes progressistes en Angleterre, il faudra pour cela faire fonctionner le phare écossais à pleine lumière...

●●● que le nombre de passagers de l'aéroport d'Hondarribia (250.000 en 2011) ait chuté de moitié en quatre ans. En voulant la rallonger les autorités faisaient fausse piste.

●●● que le gouvernement de Francisco Lopez demande à Madrid l'autorisation de réaliser neuf forages d'exploration en Alava pour extraire du gaz de schiste dont l'exploitation occasionne des désastres écologiques. Le PSOE a touché le fond, il ne lui reste plus qu'à creuser.

●●● que le gouvernement conservateur de David Cameron veuille offrir, essentiellement aux frais du contribuable, un yacht de 70 millions d'euros à la reine Elizabeth pour son jubilé. Les millions de chômeurs britanniques rêvent de lui refiler le commandant du Costa Concordia.

●●● pas tant que ça qu'une étude du Centre de recherches de Science-Po révèle que Marine Le Pen arrive largement en tête des intentions de vote (37%) des policiers et des militaires, nettement devant Sarko (27%) et loin devant Bayrou (11%) et Hollande (8%). La France va de mal en képi.

●●● et réjouit de la réduction de 7 à 4 du nombre de corridas programmées aux arènes de Lachepaillet cette année pour tenter d'éviter le remake de l'énorme déficit de 2011. A ce rythme ce sera bientôt du zazpiak bat.



COREBA

une SCOP dynamique

En août 1983, les Etablissements Berc cessaient leur activité en raison du départ à la retraite de son PDG, M. Berc. Un groupe de vingt et un salariés de cette ancienne société décidait de s'unir pour racheter les Etablissements Berc. L'entreprise était saine. Ces salariés créaient une société anonyme sous forme de société coopérative ouvrière de production (SCOP), appelée COREBA (Coopérative Ouvrière de Réseaux Electriques du Bassin de l'Adour). Dénomination motivée, notamment, par le secteur d'activité de la société qui s'étendait de la vallée de l'Adour, aux Landes et les Pyrénées-Atlantiques. Presque 30 ans plus tard, COREBA, spécialisée dans la construction de réseaux électriques souterrains et aérien, est une entreprise dynamique qui regarde l'avenir avec confiance. Enbata a voulu savoir quels étaient les secrets d'une réussite sur le long terme. Nous avons interrogé son gérant et directeur Alain Dubois. Voici ses réponses.*

ENBATA: Pour quelles raisons avez-vous opté pour le statut de SCOP lors de la reprise des Etablissements Berc?

Alain Dubois: Ce choix s'imposait comme une évidence. C'était un bon moyen pour mener à bien un tel projet de reprise. Le groupe motivé, jeune, (moyenne d'âge 28 ans), voulait travailler au pays et était décidé à montrer et prouver, à la population locale, aux élus locaux, aux financiers et à tous ses clients qu'ils étaient capables de réussir, aussi bien qu'un investisseur ou un repreneur d'entreprise venu

d'ailleurs.

C'était aussi, un moyen qui avait déjà fait ses preuves par ailleurs: il fallait tout d'abord faire face à un problème financier et constituer un capital. La SCOP c'était un groupe de salariés, tous associés, partageant la part travail, mais aussi le résultat entre tous les salariés. C'était être responsable tout en respectant la hiérarchie. C'était aussi le principe du «*un homme égale une voix*», le capital étant détenu par les salariés associés. Dans notre société, la règle n'a pas changé: chaque sociétaire doit apporter un capital minimum correspondant à six mois de son salaire brut.

Enb.: Les premières années n'ont rien eu du long fleuve tranquille. Vous avez vécu des moments difficiles?

A. D.: Deux ans après sa création, en 1985, la société COREBA a connu une crise économique, avec des pertes importantes, dues, en partie, à un marché France Télécom catastrophique. Elle s'est retrouvée dans l'obligation de se séparer de six salariés. Il a été très difficile d'annoncer ces licenciements aux salariés concernés, car ils étaient, comme nous, cofondateurs de COREBA.

Cette crise n'a pas pour autant démotivé les autres sociétaires qui se sont, au contraire, battus pour obtenir d'autres marchés à des prix très serrés. Pour compenser ces prix il a fallu effectuer de nombreuses heures supplémentaires non rémunérées. Nous retrouvons ici, la force d'un groupe solidaire dans l'effort, soucieux de sauver leur société.

Enb.: Après ce rétablissement exemplaire, est venu le temps de la croissance. Coreba fait preuve d'un grand dynamisme



me et essaime vers d'autres horizons...

A. D.: C'est vrai. Dès 1992, COREBA double ses locaux et achète un terrain de 2.000 m² jouxtant nos bureaux d'Hasparren. En octobre 1993, nous ouvrons un centre de travaux à Laroin afin de décrocher des marchés dans l'Est du département et sur les Hautes Pyrénées. COREBA emploie alors 40 salariés. En 1999, COREBA est une des premières entreprises de TP à signer un contrat sur la réduction du temps de travail, en passant de 39 heures hebdomadaires à 35 heures, avec embauche de nouveaux salariés. L'effectif passe alors à 62 salariés, tout en préservant la rentabilité de COREBA et sa dynamique sociale.

Enb.: Preuve de l'investissement des salariés-coopérateurs et de la qualité de vos prestations, vous avez obtenu ensuite la certification ISO 9002?

A. D.: En janvier 2001, COREBA a effectivement obtenu la certification ISO 9002, délivrée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO) qui sanctionnait les efforts faits en matière de normes de qualité. Parallèlement, nous avons poursuivi notre politique de croissance. En 2002, COREBA a acheté 6.200 m² de terrain supplémentaire, à Hasparren, jouxtant l'actuel terrain, afin d'améliorer les aires de stockage et de circulation, permettant ainsi de mieux accueillir



Alain Dubois

COREBA a

C'EST 91 salariés, 70 à Hasparren et 21 à Morlaas, dont 81 associés au total.

COREBA intervient essentiellement sur 4 départements français: Landes, Pyrénées Atlantiques, Hautes Pyrénées, Gers et le Nord de l'Espagne. De façon ponctuelle, COREBA intervient également dans le département de la Gironde.

COREBA, réalise:

- Des études (avec son propre bureau d'études et d'ingénierie).
- La construction de réseaux: électriques souterrains et aériens (y compris travaux héliportés), gaz, France Télécom, Fibre optique et adduction d'eau potable,
- La viabilisation de lotissements et rési-

2012KO OTSAILAREN 2AN

MARCIO CRUZ, SOCIOLOGUE BRÉSILIEN, MILITANT ASSOCIATIF ET DU PARTI DES TRAVAILLEURS

Par, pour et avec le peuple

La démocratie participative ne limite pas l'implication citoyenne aux élections. Elle met en place un processus de participation citoyenne permanente.



Gure Hegoak elkarte Gipuzkoarrak, hezkuntza, gazteria, kultura, osasuna eta jasangarritasunaren gaiak jorratuz, jendartean iraunkortasunaren kultura indartzeko xedea du.

Joan den urtarrilaren 23an, Marcio Cruz soziologo brasildarrari Donostiako Koldo Mitxelena Kulturunean 'Demokrazia Parte Hartzailearen erronkak, Brasilgo esperientziatik'

hitzaldia egiteko parada eskaini dio.

Hara Marcio Cruz-ek Alda!ren galderei ekarri dituen erantzunak.

Marcio Cruz en quelques mots...

Je suis sociologue et Président du X Forum d'Education Populaire (www.frepop.org.br) qui participe au Forum Social Mondial de Porto Alegre. Je suis aussi Chef de Cabinet de Tadeu Veneri, député du Parti des Travailleurs (PT) qui est président la Commission des Droits Humains à l'Assemblée Lesgislative de l'Etat du Paraná au Brésil.

J'ai été Conseiller au Cabinet Personnel de la Présidence de la République du Brésil durant les deux dernières années du mandat du Président Lula (2009 et 2010) en charge de la coordination du programme «Ecoles Jumelées» visant l'inclusion sociale, l'échange culturel et pédagogique entre des écoles de réalités sociales et culturelles différentes.

▼
"Jendartez,
jendartearentzat
eta jendartearekin!

Demokrazia parte hartzaileak,
hiritarrak parte har arazten ditu
ez bakarrik hauteskundearen garaian,
baizik eta legealdi osoan!"

Comment a débuté votre militantisme ?

Durant ma jeunesse je suis entré aux Jeunesses Ouvrières Catholiques. Nous utilisons la valorisation de la connaissance populaire comme un processus de formation politique.

A la fin des années 80, j'ai intégré le Parti des Travailleurs, et j'ai eu l'occasion d'accompagner à Porto Alegre le début des discussions sur l'organisation populaire en vue de la prise de décision en commun avec le gouvernement de l'époque sur les dépenses à engager avec l'argent public. C'était le début de la Démocratie Participative.

Pouvez-vous donner une définition de la Démocratie Participative ?

C'est la forme par laquelle les gouvernants qui élus par le peuple tiennent leurs engagements pour le peuple en l'impliquant de façon permanente sur les prises



Marcio Cruz

de décisions tout le long du mandat et pas seulement lors des élections. En cette phase historique où l'on voit que l'Etat Providence connaît une crise, c'est un outil très important qui permet d'éviter la passivité des citoyens.

D'autre part, le Forum Social Mondial peut être un bon exemple d'une «*citoyenneté active*» qui a son mot à dire sur les problèmes sociaux, sur les choix du monde moderne concernant le développement économique, l'écologie, la distribution des richesses et la solidarité.

Quels sont les avantages de la Démocratie Participative par rapport à la Démocratie Représentative classique ?

La démocratie telle que nous la connaissons doit être vue comme la forme utilisée par les gouvernants actuels pour légitimer leurs projets à partir d'intérêts d'une élite sociale et économique.

Des Pays d'Amérique Latine, et en particulier le Brésil, ont connu un certain nombre d'avancées économiques et sociales, mais auparavant, ils ont dû garantir les élites concernées que l'«*ordre institutionnel serait maintenu*». C'est à dire que les engagements des gouvernements antérieurs seraient tenus. Ainsi, au Brésil, même si le pays a connu un développement au niveau social et une amélioration du niveau de vie des couches populaires, 10% de la population consomme encore 75% de la richesse.

Le Gouvernement Lula a inauguré un processus de participation que son successeur, via la Présidente actuelle du Brésil Dilma a poursuivi à travers des Conférences Nationales.

Durant la Présidence de Lula ce sont plus de 65 Conférences Nationales qui ont été tenues, elles mêmes précédées de Conférences au niveau des Etats et des Communes. Plus de 5 millions de personnes avaient participé et ce fut, et c'est toujours un très riche processus de participation sociale.

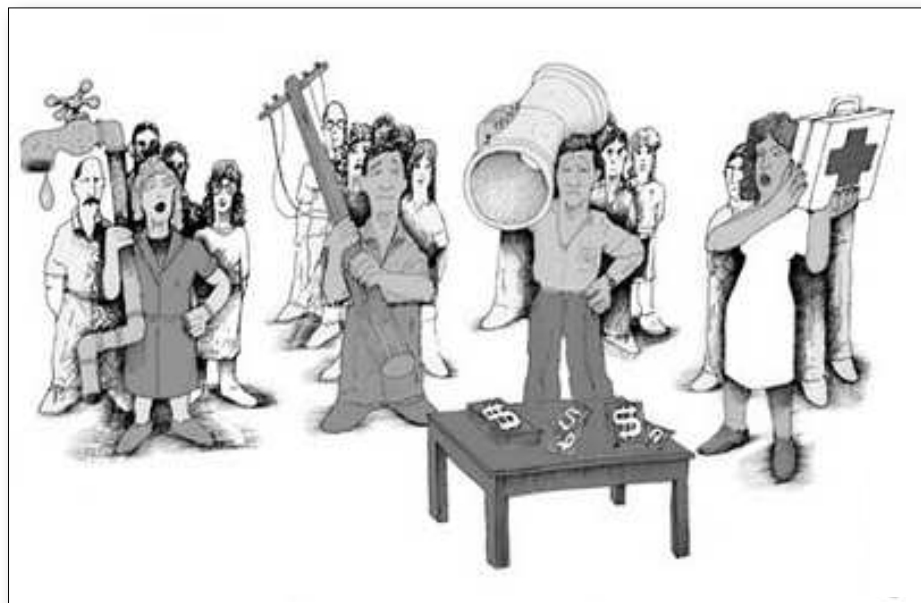
Même si ces Conférences n'ont pas un pouvoir de décision, elles se transforment en une sorte de registre de la volonté du Peuple brésilien sur les politiques concernant l'environnement, la santé, la culture, le développement économique, la jeunesse, les politiques en faveur des femmes, les moyens de communication, etc.

Ces registres se sont transformés en outil de lutte politique et sociale contre des couches conservatrices de la société dont certains ont toujours des liens avec le pouvoir en place.

Dans les villes où le Budget Participatif[¶] a été mis en place (comme à Porto Alegre), nous observons un grand renforcement du pouvoir citoyen pour orienter les priorités d'investissement en fonction de l'intérêt des populations.

Que faire pour connaître une extension de ce modèle d'organisation des sociétés ?

Je pense que le devoir des politiques et militants associatifs engagés en faveur des couches populaires c'est de lutter pour que la Démocratie Représentative actuelle relève le défi de partager le pouvoir, de façon permanente, par le biais de Conseils Populaires, de Budgets Participatifs, de Forums, de Plébiscites entre autres formes de participation.



Dans le monde actuel les frontières physiques sont de moins en moins visibles. Cela entraîne un certain nombre d'inconvénients. Certains prétendent qu'il y a une sorte de standardisation des sociétés en marche qui s'alignent sur les modes de vie des dominants.

Ceux qui veulent construire «*l'autre monde possible*», ont un autre horizon.

Nous souhaitons respecter la «*différence*» et les «*différents*», l'autonomie des peuples et leur forme de vie, culture, langue et tant d'autres formes d'être présents dans le monde.

Il est souhaitable cependant que nous ayons comme horizon de l'humanité, la justice et le respect de la dignité humaine, l'engagement envers la participation de la majorité de la population dans les processus de décision qui ont un lien avec leur vie.

Quelles sont les conditions d'une «exportation réussie» du modèle participatif ?

La forme avec laquelle cela doit se réaliser doit s'adapter à (et être issue de) chaque peuple, chaque société organisée, chaque région, etc.

Le mot de la fin...

Il existe actuellement une crise dans la relation Etat et Société. La société a vu pendant longtemps l'Etat comme une entité protectrice à laquelle les citoyens soumettaient leurs demandes et que l'Etat remplissait... ou pas.

Quant à nous, nous considérons qu'il n'est pas nécessaire que cela soit ainsi.

Il nous faut construire un nouveau modèle de lien. La société civile est plus active de nos jours, il est donc compréhensible qu'elle veuille décider.

Le lien entre la société civile et l'Etat doit être permanent et ne pas se limiter aux campagnes électorales.

La participation populaire est très formatrice.

Elle donne aux citoyens une connaissance sur les projets à définir (nature, but, budgets nécessaires) et sur les sources de financement existants ou à trouver.

C'est une conquête sociale très importante qu'on appelle la transparence.



[¶] Le budget participatif est un concept de démocratie participative. Il consiste à ce que les citoyens d'une ville décident de l'attribution d'une part du budget.

Hauteskunde urtean gogoetatzekoak

Ztarras Ringarria

2012 urte hau hauteskunde urtea dugu frantses Estatuan.

Lehendakaritzako bozkak apirilaren 22an eta maiatzaren 6an izanen dira.

Legebiltzarrekoak aldiz, ekainaren 10 eta 17an.

Aitortu behar da politika munduko aktoreak usu eta aise kritikatzan direla, frangotan alternatiba edo beste eredu hobeagorik ekarri gabe.

Batzutan denak fitesko "berzakuan" ezartzen dira ere.

Hala ere, izpiritua erne atxik dezagun, on egiten du Coluche umoristaren zombait gogoeten ber irakurtzerat hauteskunde garai honetan.

"Politika gizonen erdiak ez du deusetako balio. Beste erdia, denaren (hots edozoin gauzaren) egiteko prest da!"

"Teknokratak dira tipo batzu, galdera bat egiten diezularik, haien erantzuna bukatu ondoren, zure galdera ezin ulertuz uzten zaituztenak!"

"Politika, ez da zaila, aski da konzientzia on baten ukaiterat, eta horrentzat bakarrik aski da memoria txar baten ukaiterat!"

"Politikoentzat zailena da behar den memoria ukaiterat erran behar ez denataz gogoratzeko!"

"Jendeak anitz irri eginarazten ditu ikusteak politikaz trufatzen ahal dela. Alta bada, oro har, politika da gutaz trufatzen!"

Noski, labur bide hauek ez dute, ez, politika mundua molde orekatuan aurkezten...

Baina hala ere, adi egon beharko gira, zombait politikarik arras ontsa beteko dituztelarik gaineko esaldietan erranak!

□

Y.KERGOAT ET G.BALBASTRE

Réalistateurs du film "Les Nouveaux Chiens de Garde"

Médias et luttes sociales

En 1932, Paul Nizan publiait *Les Chiens de garde* pour dénoncer les philosophes et les écrivains de son époque qui, sous couvert de neutralité intellectuelle, s'imposaient en gardiens de l'ordre établi. Aujourd'hui, les chiens de garde, ce sont ces journalistes, éditorialistes et experts médiatiques devenus évangélistes du marché et gardiens de l'ordre social. Sur le mode sardonique, *Les Nouveaux chiens de garde* dressent l'état des lieux d'une presse volontiers oublieuse des valeurs de pluralisme, d'indépendance et d'objectivité qu'elle prétend incarner. Extraits d'un entretien avec les réalisateurs du film "Les Nouveaux Chiens de Garde".

La construction du film suit d'assez près le livre de Serge Halimi, mais avec son rythme propre. Comment êtes-vous passé du texte à l'image sans vous noyer dans la masse des archives ?

Yannick Kergoat : Un film est très différent d'un livre. D'abord, on a fait le choix d'un film de combat, qui ne prétend pas chercher la nuance en toute chose. On ne ment pas au public, on ne lui dit pas qu'en 1 heure 40 le film va broser tous les aspects de la question des médias. On a fait un film pour réveiller les consciences, pour fournir au spectateur une arme dont il pourra se saisir pour aller lui-même au combat, dans toutes les luttes qui l'occupent, car, à notre sens, la question des médias intéresse toutes les composantes des luttes sociales. La fabrication de ce film nous a pris beaucoup de temps, il a fallu deux ans et demi de travail entre l'écriture de la première version du scénario et le résultat final. Le montage à lui seul a nécessité neuf mois de travail.

Gilles Balbastre : Le film est aussi le résultat d'un travail collectif, celui d'une mouvance née du conflit social de 1995 et irriguée par les travaux de Pierre Bourdieu et de Serge Halimi. En quinze ans, ce groupe informel – que l'on retrouve dans PLPL, Le Plan B, Acrimed, Le Monde Diplomatique, Fakir... – a réuni une banque de données extraordinairement vaste. Sans ce méticuleux travail d'archivage, notre film n'aurait pas été possible.

Votre film va sans doute irriter de nombreux journalistes. A quels reproches vous attendez-vous ?

Y. G. : La réaction qui revient le plus souvent, de la part des membres de la profession, c'est l'accusation de simplisme : «D'accord, mais c'est plus compliqué que ça.» Pour nous, la question est simple : est-ce une bonne chose que les journalistes censés éclairer le jugement des citoyens fassent des ménages pour des entreprises privées ? Est-il normal qu'un petit cercle d'experts cooptés entre eux et qui partagent les mêmes points de vue accaparent l'espace médiatique ? Faut-il s'accommoder du pouvoir des annonceurs ? Ce sont là des questions simples, auxquelles on doit répondre par oui ou par non.

Pas de nuances, mais des faits et donc des noms. L'attaque ad hominem est-elle un mal nécessaire ? Comment la justifiez-vous ?

Y. G. : On ne peut pas comprendre le système médiatique sans identifier nommément les individus qui l'incarnent. Et, dans la mesure où il y a une certaine catégorie d'individus dont la position de pouvoir se confond avec leur personne, on les attaque pour ce qu'ils sont, et en leur nom propre. Dans le film, on ne tape pas sur les journalistes de base, les soutiers de l'information, même s'ils portent leur part de responsabilités. On s'intéresse à ceux qui occupent des positions de pouvoir et qui ne se gênent pas, eux, pour attaquer les catégories sociales exclues de l'espace médiatique.

N'y a-t-il pas un paradoxe à constituer un dossier de presse pour un film tel que le vôtre ? Les journalistes auxquels il s'adresse sont, pour certains, salariés des organes que vous attaquez...

Y. G. : Il n'y a aucune raison de ne pas fournir des éléments de réflexion aux journalistes qui font correctement leur boulot. Heureusement, il y en a encore. Les nouveaux chiens de garde n'est pas un film contre la profession de journaliste, mais contre une certaine forme d'organisation sociale et économique des médias et un certain type de journalisme.

□

www.lesnouveauxchiensdegarde.com



Le scénario énergétique de NégaWatt

D'ici à 2050, économies d'énergie et sources renouvelables compensent la chute du nucléaire et des fossiles

L'association NégaWatt se veut être un groupe d'études, de propositions et d'actions pour une politique énergétique fondée sur la sobriété et l'efficacité énergétique

et un recours plus affirmé aux énergies renouvelables. Selon NégaWatt, sortir du nucléaire et réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre tout en conservant un mode de vie moderne, c'est possible.

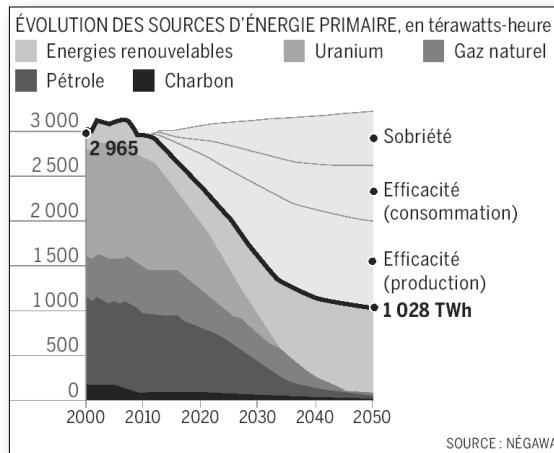
L'association NegaWatt est animée par la Compagnie des négaWatts, un collège d'une vingtaine d'experts et praticiens, impliqués à titre professionnel dans la maîtrise de la demande d'énergie ou le développement des énergies renouvelables. Tous s'expriment et s'engagent à travers l'association négaWatt à titre personnel et indépendant.

Autour de cette compagnie, ce sont près de 500 membres adhérents (particuliers comme professionnels) qui soutiennent la démarche et les actions. Ils constituent également le socle du financement de l'association.

Le scénario en quelques mots ...

Ce nouveau scénario répond à plusieurs objectifs :

- ✓ montrer qu'une société dite « développée » peut subvenir à ses besoins en diminuant considérablement l'utilisation d'énergies fossiles et nucléaire.
- ✓ proposer des mesures concrètes permettant une réelle transition énergétique
- ✓ apporter une contribution technique au débat sur la politique énergétique de la France. De profondes améliorations du scénario ont donc été apportées, visant à :
 - ✓ actualiser toutes les données statistiques (consommations de biens et d'énergie, évolution de la démographie,...)
 - ✓ réaliser un travail plus poussé sur l'industrie (vers l'écologie industrielle et l'économie circulaire)
 - ✓ intégrer une prospective sur le lien entre urbanisme et mobilité sur 2020-2050
 - ✓ coupler ce scénario avec le scénario Afterres2050 sur l'alimentation - agriculture et l'usages des sols, en cours de réalisation par l'association Solagro



- ✓ intégrer une modélisation en puissance sur l'électricité (équilibre offre-demande sur les énergies renouvelables variables : éolien et photovoltaïque)
- ✓ développer un nouveau jeu de politiques et mesures permettant d'initier sa réalisation

www.negawatt.org + Conférence le Samedi 10 mars à 10h00 à Saint-Jean-de-Luz : "Le scénario NégaWatt" avec Paul Neau, un des porte-paroles de NégaWatt.

Agenda de la Fondation



Un an après Fukushima : L'ÉNERGIE EN QUESTIONS

3 conférences à noter dans vos agendas :

- ✓ Jeudi 8 mars à 20h30 à Ainhice-Mongelos : "Un avenir sans pétrole ?" avec Benoît Thévard, ingénieur conseil en énergie, co-organisé avec EHLG.
- ✓ Samedi 10 mars à 10h00 à Saint-Jean-de-Luz : "Le scénario NégaWatt" avec Paul Neau, un des porte-paroles de NégaWatt.
- ✓ Samedi 10 mars à 19h00 à Bayonne : "Transition énergétique vers un monde meilleur". Projection-débat, co-organisé avec l'Atalante.

Alda!ren bloga : www.mrafundazioa-alda.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrkia
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



tous nos clients appelés à fréquenter nos locaux et leur offrant une image dynamique de notre entreprise.

En même temps, sur le site de Morlaas, COREBA investit pour l'achat de 3.000 m² et loue un local avec bureaux de 500 m², à la zone industrielle de Berlanne, toujours dans le souci d'améliorer les conditions de travail et montrer à ses clients et élus béarnais une volonté de s'insérer dans la vie économique locale avec notamment une diversification des activités et la création d'emploi locaux.

En 2011, toujours dans cette logique de s'installer de façon durable dans le secteur béarnais, COREBA se lance dans la construction d'un ensemble de bureaux et d'un entrepôt à Morlaas, sur un terrain d'environ 5.000 m², avec des bureaux de 200 m² et un dépôt de 500 m², pour un investissement total de l'ordre de 800.000 €.

Enb.: Avec un regard de presque trente ans, diriez-vous que le statut de SCOP est toujours une organisation pertinente?

A. D.: Plus que jamais, dans la crise actuelle que nous traversons, les salariés veulent plus de transparence et une reconnaissance dans le monde du travail. Ils souhaitent participer, chacun à leur niveau, aux décisions du devenir de l'entreprise. Il ne faut pas oublier que dans la SCOP, le principe de base est Un homme = Une voix. Le salarié-associé doit être acteur et responsable. Il prend part aux décisions importantes de la SCOP (assemblées générales ou conseil d'administration). La SCOP, c'est aussi une communication et une transparence de tous les jours.

Aussi, dans la société d'aujourd'hui où chaque individu aspire à toujours plus, toujours mieux et où l'individualisme et la compétition prédominent, réussir à s'imposer en qualité de SCOP, face aux grands groupes, prouve encore plus l'efficacité de ce statut et crée la différence. La motivation, l'implication et la prise de conscience des salariés-associés de leur responsabilité dans le travail, sont les

aujourd'hui

dences,

- La création et l'entretien d'éclairage public,
- La mise en lumière de sites patrimoniaux,
- Des travaux de concassage.

Les clients de COREBA sont:

- Le syndicat départemental d'énergie des Pyrénées Atlantiques, des Landes, des Hautes-Pyrénées.
- Erdf (Sud Aquitaine-Bayonne, Béarn Bigorre-Pau)
- Grdf (Sud Aquitaine-Bayonne, Béarn Bigorre-Pau).
- Antargaz.
- Les collectivités locales: communes, conseil général,
- Promoteurs et Architectes.
- Les privés.

Le mouvement SCOP

Les SCOP en Aquitaine

Elles sont au nombre de 115 (dont 20 % au Pays Basque) pour 1.700 salariés et un chiffre d'affaires de 190 millions d'euros. Leur taille moyenne est de 14 personnes avec un sociétariat de 80%.

Les SCOP en France

Elles sont au nombre de 2.000 pour 45.000 salariés et un chiffre d'affaires de 3.8 milliards d'euros. Leur taille moyenne est de

22 personnes.

Aujourd'hui, le nombre de SCOP est en augmentation, tandis que le nombre de salariés stagne et que la taille moyenne des SCOP diminue.

D'une façon générale, en France, les SCOP se sont créées essentiellement dans les secteurs du BTP et de la métallurgie. Chacun de ces deux secteurs est organisé en Fédération de métiers.

valeurs et les clés de la réussite des SCOP. De plus, la mutualisation des moyens évite la dispersion des efforts.

Enb.: Beaucoup de voix s'élèvent pour dénoncer les délocalisations de l'outil de production vers les pays à bas coût. Les SCOP sont-elles une des façons de maintenir l'emploi chez nous?

A. D.: Certainement. La SCOP évite les délocalisations, favorise l'ancrage territorial et contribue à la dynamique d'un village, d'une ville et même d'une région. La création ou la reprise d'une entreprise sous forme de SCOP, est l'occasion pour un groupe de salariés motivés, qui décide de relever le challenge, de maintenir l'emploi et vivre au pays en défendant les valeurs du Pays Basque.

Pour favoriser cela, les politiques et divers élus locaux ont un rôle important à jouer. En effet, ils pourraient mettre à disposition des locaux, à loyer attractif, dans les nouvelles zones. Ils pourraient aussi apporter des aides financières, juridiques et administratives pour la création, la reprise ou la transmission d'entreprises en SCOP. Je suis membre de l'union régionale des SCOP depuis 10 ans et nous constatons, à notre grand regret, que les transmissions ou successions en SCOP, sont trop souvent le dernier recours, une fois toutes les autres possibilités étudiées.

Un travail important est à mener auprès des chambres consulaires, des universités, des lycées professionnels ou des pépinières d'entreprise pour faire connaître le mouvement coopératif et le management d'une SCOP.

Enb.: Est-ce à dire que les SCOP s'en sortent mieux face à la crise économique actuelle?

A. D.: Les SCOP se défendent effectivement mieux et s'en sortent mieux que certaines PME classiques. En effet, dans une SCOP, il existe une clé de répartition du résultat bien particulière:

- 15 à 40 % du résultat affectés à des réserves impartageables, appartenant à la SCOP,
- 30 à 40 % du résultat affectés à la part travail revenant aux salariés,
- 10 à 20 % du résultat affectés en divi-

dendes (ou intérêt au capital), revenant aux salariés associés.

La clé de répartition de COREBA se décompose comme suit:

- 40 % en réserves,
- 40 % en part travail, revenant aux salariés,
- 20 % en intérêts au capital, revenant aux salariés associés.

Devant le contexte économique critique actuel, COREBA fait preuve d'une bonne résistance et ses perspectives, pour l'avenir, sont le maintien du personnel, le maintien de l'activité et une diversification.

Enb.: Vous vous inspirez de ce que les SCOP font ailleurs en matière d'organisation et de fonctionnement?

A. D.: Si l'herbe n'est pas forcément toujours plus verte dans le pré du voisin, il est toujours bon d'aller voir ailleurs et de s'inspirer de ce qui s'y fait. L'Union Régionale d'Aquitaine a eu l'occasion de se rendre à Mondragon, et inversement, leur visite en Aquitaine a permis d'échanger sur les modes de fonctionnement et d'organisation.

Sans pour autant créer le même modèle qu'en Hegoalde, car notre façon de vivre et notre culture sont différentes, il me semble intéressant de s'appuyer sur certaines pratiques de fonctionnement de leurs SCOP, telles que la mise en commun de fonds importants pour le développement et l'aide aux SCOP en difficultés, ou encore le rassemblement d'un vivier de futurs dirigeants pour la création ou la transmission de SCOP. Nous pouvons nous inspirer de ces modèles pour créer des liens avec les sociétés coopératives d'Hegoalde. D'ailleurs, COREBA étudie avec une autre société d'Hegoalde la possibilité de se rapprocher et de proposer d'autres services en partageant leur savoir-faire. De plus, ces échanges seraient de nature à renforcer notre culture, notre attachement au pays et surtout à dynamiser, consolider et pérenniser l'économie du Pays Basque.

Mais pour cela, il appartient à chacun, hommes et femmes, de se prendre en charge, pour créer cette dynamique économique et de partage dans la future société à laquelle les salariés aspirent.

* Alain Dubois est également maire de Makea en Labourd.

«El precio de la libertad»

agaçante propagande d'Etat(s) sur ETA

MARDI après midi, il y avait du monde au FIPA de Biarritz pour la projection unique «*El precio de la libertad*», d'Ana Muguraren, série en deux épisodes produite par la télévision basque EITB et la télévision espagnole TVE.

Face à certains produits télévisés présentés comme particulièrement «sensibles» (la naissance de l'organisation basque ETA, jusqu'à la proclamation de son auto-dissolution de 1981), il convient d'adopter quelques réflexes de méfiance, en particulier celui de se demander «à qui profite le crime», en l'occurrence comprendre ce que le film a à nous vendre, dans un contexte politique où l'ETA a annoncé voici un an la fin de ses actions militaires.

La réalisation de ces deux volets d'1h20 chacun n'appelle pas de commentaires par-

commuée en prison à vie, puis en extradition), et l'auto-dissolution de l'ETA politico-militaire en 1981 à laquelle il contribua activement, avant de se retrouver lui-même sous la menace de l'organisation basque par la suite.

Face à la complexité de la «question basque», le choix de cet axe de narration ne doit strictement rien au hasard.

Deux heures quarante durant, le parcours de cet étudiant idéaliste natif de Lekeitio (Biscaye) poursuit plusieurs objectifs, qu'il atteint sans courage ni économie de ficelles.

Les conclusions recherchées peuvent alors clore le film.

1) ETA n'avait plus sa place au Pays Basque à partir de 1981 (et la trêve proclamée à Biarritz), et les 30 années qui ont



Ramuntxo Garbisu

nature pour écarter le parti nationaliste basque PNV après des élections sans parti abertzale autorisé, a désormais un support.

Et un prix. Non pas celui de la liberté, accolé à cette série, mais bien celle de la dépendance et de la propagande active, c'est à dire à un niveau supérieur de celui de la caricature, que l'on peut parfois excuser.

Une pratique que l'on espérait datée ou plus subtile, que les télévisions TVE et EITB ont pourtant su mettre en musique pour la plus grande satisfaction de leurs donateurs d'ordres. Dans la salle de Biarritz, seuls les spectateurs non locaux seront repartis en se disant «ah, quand même...».

Eléments de mise en scène

L'ETA, une organisation sourde à toute logique autre que criminelle à partir de 1980. Le premier volet se concentre sur l'aspiration (dépeinte comme légitime) à une autre forme de résistance à la dictature franquiste que «l'attitude molle du PNV», principal parti politique basque, une double conjonction à même de réunir une poignée d'étudiants dans un mouvement de contestation syndicale, culturelle, politico-militaire (ETA-pm), et militaire (ETA-m).

Le procès de Burgos de 16 d'entre eux renforce la justification de cette décision (notamment par le rappel de la solidarité internationale qui l'accompagna) mais également, en parallèle, le début du processus de délitement de l'organisation ETA.

Marxiste basque face aux juges militaires franquistes, Mario Onaindia commence à douter en prison d'un soutien réel de l'ETA, jusqu'à, à la fin de la série, réduire son projet au fait de «tuer pour des idées» tous ses contradicteurs.

Par la suite, au début de 1980, les membres d'ETA sont essentiellement dépeints comme des êtres obtus ne poursuivant que des buts aussi irréalistes que criminels.

Dans la même problématique de scission d'un mouvement politico-militaire, Ken Loach avait fait preuve de bien plus de subtilité (et de talent) dans le cas du conflit nord-irlandais, avec «*Le vent se lève*», Palme d'Or à Cannes en 2006.

Ramuntxo Garbisu

Article publié sur le blog de Ramuntxo Garbisu <http://www.yallah-yallah.net/>



ticuliers, Ana Muguraren illustrant sans talents particuliers une production comme il en existe beaucoup aujourd'hui sur les écrans de la péninsule, mais avec un rare savoir-faire dans le contresens de l'illustration musicale (entre rythmes mariachis pour le basculement dans la clandestinité du personnage principal, et hymne national français quand les protagonistes rentrent pour la 1^{ère} fois en Pays Basque français).

Dépendance et propagande

Le film se concentre sur la vie de Mario Onaindia, notamment cette période comprise entre le fameux procès de Burgos (1970), où il fut condamné à mort (peine

suivi ne portent plus d'autre idéologie que l'assassinat d'innocents et le massacre du rêve d'un peuple.

2) La gauche indépendantiste abertzale doit être rangée avec les nostalgiques du franquisme dans un même déni de démocratie.

3) Tout se passe bien quand les socialistes basques (Mario Onaindia) dialoguent avec la droite (à cette période, Adolfo Suarez, ancien PDG de la télévision espagnole sous Franco, puis président du gouvernement de transition, à la mort de celui-ci).

Y voir la plus jolie illustration de l'accord de gouvernance actuelle en Euskadi entre les socialistes du lehendakari Patxi Lopez et la droite du Partido Popular, union contre



2012ko Otsail Ostegunak

Donapaleu

OTSAIL ostegunak, horra berriz otsaila!
Otsail ostegunetako mintzaldietan, xuxen edo makur, erroen eta abarren deskralisazio zeremonia gisa, euskarazko hostailak gure tronpetatxoan haizeen meneko ezarri nahi ditugu. Zatoz zu ere!

Otsailaren 2an

Gure eragina uraren kalitatean
Nola kutsatzen dugun, nola hobe dezakegun
Surfrider Foundation-eko hiru berezietuekin

Uraren kalitatearen bisai desberdinak jorratuko dira hastapen batean: uraren kalitatea zer den, zein ezaugarri kontutan hartzen den uraren kalitatea definitzerakoan. Uraren kalitatea kaltetzen eta ondorioz baldintzatzen duten hiru kutsadura iturri aztertuko dira: kutsadura bakteriologikoa, kimikoa eta hondakin bidezkoa. Demostrazio praktikoa baten bidez, uraren kalitate bakteriologikoa neurtzeko Surfrider-ek erabiltzen duen teknika erakutsiko digute, ureko hondakinen kontrako borrokaren erronkak adierazteko gisa hortan. Bigarren parte batean, jendeak uraren kalitatean nola eragin dezakeen eta uraren kalitatea bermatzeko martxan diren legediak aztertuko dira. Ondotik, jendeak bere etxean duen uraren erabilera uraren kalitatea nola kaltetu dezakeen ikusiko da bai eta jendar-teak uraren kalitatea bermatzeko egin dituzakeen ekintzak edo jarrerak zehaztuko.

Otsailaren 9an

Nafarroako erresumaren sortzea
711tik 905ra: argi berriak, galdera berriak
Juan Jo Larrea, Historia ikerlariarekin

Iruñeko erreinuaren sorreraz (711-905): ikuspegi sozial eta politikotik. Tradizionalki, gero Nafarroa izango den Iruñeko erreinuaren sorrera erresistentzi-gune baten eraketa bezala azaldu da, musulmanen kontrako gordailu kristau-menditar batena alegia. Azken urteotan ordea, aurkikuntza arkeologikoei eta testu zaharren berriakurketak bestelako panorama bat jarri digute begien aitzinean: musulmanen presentzia uste baino eraginkorragoa izan zen.

Kasu!

Tenorea: Lau mintzaldiak ostegun arratsez izaten dira, arratseko 8ak 30tarik 11ak arte. Ondotik tra-go bat eskainia da bixkotxatto batekin, solasa molde informalez jarraitzeko.

Tokia: lehen bi mintzaldiak, otsailaren 2 eta 9koak, Donapaleuko xerbitxuguneko gibebeko gelan dira (eliza gibelaldean).

Jean-Marc-en kronika



AB : va-t-on rebondir ?

FAUT-IL s'obstiner à rester replié sur sa famille proche ou devons nous avec force et confiance s'ouvrir à une entité qui ne nous ressemble pas vraiment mais qui pourrait contribuer à faire considérablement progresser notre audience? Au lieu de taper en touche, comment ne pas profiter d'un groupement de forces hétéroclites afin de développer le sentiment d'appartenance au Pays Basque?

Le triple AB

Tandis que l'Agriculture Biologique domine face à l'adversité, Abertzaleen Batasuna se questionne sur son devenir. Le débat stratégique se pose entre celles et ceux qui pensent qu'un simple lifting structurel suffira s'appuyant sur l'effet d'une *belharra* venue du Sud qui nous fera réunir la famille toute proche et les autres qui demandent à entreprendre une révolution interne qui agrandirait la famille jusqu'aux cousins et cousines afin de peser davantage et sans rien renier des fondamentaux.

AB ça alors!

Au-delà des passions et déceptions, investissement financier, batailles personnelles, politiques et querelles de clocher, c'est, on l'aura compris, vers l'AB rugby Pro que cet écrit fait (d'abord) référence. Si en tant qu'abertzale, a fortiori de gauche, le regard que nous portons sur le sport spectacle se doit d'être critique sachant que les décideurs de tout poil préfèrent que le peuple se gargarise de pain et de jeux plutôt que de se mêler de ce qui le regarde, nous ne pouvons rester absent d'un tel rassemblement populaire. Certes, des salaires de plus en plus mirobolants, des instances de décisions aux mains des actionnaires et donc du Modem et de l'UMP (ce qui a valu une guerre interne au sein de la droite locale), des places d'abonnement de plus en plus chères (27 euros par match du top 14 pour un abonné des tribunes de face), un jeu souvent pitoyable... Tout concourt à une grande fuite en avant. Pourtant, notre engagement d'abertzale ne peut ignorer les enjeux politiques, sociétaux et financiers régissant ce nouvel opium du peuple.

Rubis sur l'ongle

La dernière blague du maire de Bayonne

aura été en substance, et sans rire: «*Je ne me mêle pas des affaires de l'Aviron Bayonnais. J'ai assez de travail comme ça*». Alors, tout le peuple avironard sait bien que les grandes décisions rugbyistiques c'est Jean Grenet qui les prend: aller à la quête de nouveaux entraîneurs managers (Laporte, Elissalde), ferrailer pour faire virer un président, comme dire non en 2004 à Robert Villenave soutenu par Didier Borotra qui proposait un terrain commun aux deux clubs basques. Résultats: dépense publique de 13 millions d'euros pour la rénovation concomitante des deux stades.

AB dis donc!

A contrario, si l'on croit l'enquête réalisée pour la saison 2008-2009 par la CCI, la somme des effets directs, indirects et induits générée par AB Rugby Pro représente un impact économique pour la ville de Bayonne estimé à 23,1 millions d'euros. On ne peut donc nier les retombées économiques sur la ville et son environnement proche. Comme on ne peut ignorer l'apport de près de 6.000 abonnés (dont les 3/4 résident hors de Bayonne) pour un peu plus de 2 millions d'euros. Là se pose la question de leur représentativité au sein des instances de décisions où seule une place est réservée à un socio.

Le jeu en vaut la chandelle

Aujourd'hui l'Aviron est, avec son meilleur ennemi le BO (13^{ème}), en fâcheuse posture (14^{ème} et dernier du Top 14). Devant le manque de vision prospective des dirigeants des deux clubs et de leurs maires respectifs et avec la descente en Pro D2 qui se profile pour l'un et/ou l'autre club, la réflexion prendra-t-elle le pas sur l'instinct tribal voire tribal avec la mise en place d'une seule équipe professionnelle estampillée «*Pays Basque*»? Pourquoi ne pas se tourner vers le bassin économique du Pays Basque Sud et sa population pour susciter une vaste adhésion à un projet cohérent et fédérateur? Et dans ce challenge, les amicales de supporters sous la responsabilité des «*Gars de l'Aviron*» —la mal nommée— prendront elles conscience de leur force pour accélérer un processus inéluctable si l'on veut en Pays Basque Nord continuer à soutenir un club basque professionnel? Alors, on en fait l'essai et on le transforme?



Ecosse : en route vers l'autodétermination

● Xabi Larralde

LE gouvernement autonome écossais a rendu publique la semaine dernière une feuille de route menant à la convocation d'un référendum en 2014 qui poserait clairement la question de l'accession à l'indépendance. Si le oui l'emportait, selon la feuille de route rendue publique par le premier ministre écossais Alex Salmond, l'accession à l'indépendance serait effective en 2016. Cette annonce revêt une portée considérable pour les nations sans Etats de l'Union européenne. Elle montre d'une part, que la dynamique d'émancipation des peuples «*historiques*» ne se cantonne pas à un phénomène des Pays de l'Est catalysé par la chute du mur de Berlin. En Europe de l'Ouest aussi (si l'on peut se permettre encore ce vocable...), outre l'Ecosse, au travers des cas flamand, catalan, basque, etc., cette dynamique a cours. Elle montre par ailleurs, que l'option de l'indépendance est une option crédible, et qu'il n'y a pas de raison qu'un «*petit*» peuple ne puisse envisager d'y accéder démocratiquement. Selon moi, cette dynamique d'émancipation des nations sans Etat relève d'une vague de fond puissante, car elle est alimentée de façon paradoxale par le processus de globalisation lui-même. En effet, pour le comprendre on peut se référer à une loi de l'analyse systémique qui établit que, plus un système est vaste et complexe, plus son bon fonctionnement requiert que les sous-systèmes qui le compose gagnent en autonomie. La globalisation instaure des espaces de fonctionnement à l'échelle planétaire, mais en même temps, elle crée la nécessité de socles identitaires et communautaires de base qui soient bien identifiés. Alors évidemment, reste toujours l'option que

le résultat du référendum soit négatif, c'est d'ailleurs l'argument que peuvent nous opposer ceux qui ne voient pas d'un bon œil cette annonce. Mais, même si évidemment, le refus majoritaire de l'indépendance en Ecosse constituerait une défaite, il n'empêche pas moins que la tenue du référendum représente, en tant que telle, une avancée considérable. Il est probable que l'annonce du gouvernement écossais ait crispé les relations avec Londres. Pour autant, que je sache, des renforts policiers et militaires n'ont pas été envoyés en urgence à Edimbourg... Par effet «*collatéral*», on touche là aux causes profondes du conflit en Pays Basque. Et à ceux qui, suite à la décision d'ETA de mettre fin à ses actions armées, se sont interrogés pour demander «*tout ça pour ça?*» on peut leur retourner la même question... Tout pour ça pour ça? Car on se demande bien pourquoi ce qui est possible en Ecosse ne le serait pas en Pays Basque? Pourquoi, un processus politique et démocratique d'autodétermination qui semble tout à fait envisageable au cœur même de l'Union européenne ne pourrait être envisagé en Euskal Herria? Je crois connaître la réponse de certains, mais j'ai envie de leur dire que des arguments fondés sur la peur d'une «*balkanisation*» de l'Europe de l'Ouest ne sont pas recevables. Ils ne sont pas recevables du point de vue du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui sont partie intégrante des droits de l'Homme. Ils ne sont pas recevables non plus, dans le cadre de la crise actuelle, car son dépassement nécessite entre autres choses, que la décision économique soit rapprochée des citoyens et resituée à une échelle où ils ont la maîtrise de ce qui passe. Exemple: le cas



... L'annonce de la tenue du référendum d'autodétermination en Ecosse revêt une importance particulière pour le Pays Basque dans la conjoncture actuelle, car il renforce la crédibilité du processus en cours.

de l'Islande, tout petit pays de 330.000 habitants, qui par voie référendaire a refusé de payer la totalité de sa dette. Ainsi, la population, par le biais d'une mobilisation citoyenne qui relève fondamentalement d'un exercice d'autodétermination, s'est affranchie du diktat des milieux bancaires et financiers et d'institutions comme le FMI. On en connaît le résultat: la croissance est repartie et le chômage a commencé à baisser. L'annonce de la tenue du référendum d'autodétermination en Ecosse revêt une importance particulière pour le Pays Basque dans la conjoncture actuelle, car il renforce la crédibilité du processus en cours. Depuis le début nous avons expliqué que le ressort de ce processus est double. D'une part, il y a le processus de négociation à proprement parler et qui a pour référence le cas Irlandais. Mais d'autre part, un processus souverainiste est aujourd'hui également en marche, avec un bloc indépendantiste constitué autour de Bildu/Amair et qui est amené à se renforcer. Ce bloc indépendantiste a pour vocation d'installer au pouvoir en Hegoalde une majorité abertzale qui aura pour mandat de créer, comme en Ecosse, les conditions d'une convocation, si nécessaire unilatérale, d'un référendum d'autodétermination. J'en suis persuadé, dans les années à venir, Euskal Herria aussi réussira à ouvrir sa propre voie de mise en exercice du droit à l'autodétermination!

Sur votre agenda

Otsaila:

- **A partir du jeudi 2, BAIONA** (Musée Basque). Exposition photo «*Argazki erakusketa*» de Daniel Velez et Patxi Lascarai.
- **Vendredi 3, 20h30, IZPURA**. «*L'albatros*» par la compagnie Humani Théâtre.
- **Larunbata 4an, arrastirian, DONAPALEU** (Mercatu plaza). Santibatez (Ihauteriak).
- **Samedi 4, 11h, BAIONA** (Eusko Ikaskuntza) Conférence de Thierry Truffaut «*Traditions carnavalesques et hivernales en Labourd*».
- **Samedi 4, à partir de 11h, HAZPARNE, à partir de 12h, HELETA**. Santa ageda. Hommage aux preso.

- **Samedi 4, 17h, LUHUSO** (Harri Xuri). Cirque théâtral «*Est-ce que tu m'aimes?*» par la compagnie du Bord de piste, organisé par le SIVOM Artzamendi. Gratuit.
- **Samedi 4, BAIONA** (Kalostrape). **17h30:** «*Haurrak kantuz*».
- 21h:** Auskalo. Au profit d'Integrazio Batzordea.
- **Samedi 4, 18h, DONIBANÉ LOHITZUNE** (Villa Ducontenia). Conférence de Thierry Truffaut «*Les empreintes culturelles et festives de l'ours dans nos contrées, de la préhistoire à nos jours*».
- **Dimanche 5, 17h, HAZPARNE** (salle Mendeala). Spectacle Kukubel organisé par Arberoako ikastola.

preso

- **Un autre MAE.** La ronde des MAE se poursuit, avec l'interpellation le 25 janvier à Urrugne et le transfert à Pau d'Ernesto Prat, militant d'Ekin. Cette structure, auto-disoute en octobre, est considérée par les Espagnols comme «*l'appareil politique d'ETA*». Le MAE extraditionnel sera examiné par la Cour d'appel.

Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
COREBA une SCOP dynamique 4 et 9
«*El precio de la libertad*» 10
- **CAHIER N°2 «ALDA»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190